

ÉCONOMIE

LAURENT BERGER

« Repenser l'organisation du travail »

Rejetant toute remise en cause des 35 heures, le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, appelle les entreprises à réinventer leur organisation. Il va faire ce mercredi des propositions pour encadrer le télétravail.

Thierry Mestayey

Comment jugez-vous les efforts déployés par les entreprises pour protéger la santé des salariés qui reprennent le travail cette semaine ?

C'est très divers. Il y a des entreprises où cela se passe bien, comme Toyota à Valenciennes, où du temps a été consacré pour débattre, redémarrer progressivement la production avec les bonnes protections individuelles, définir une nouvelle organisation du travail. Par contre, là où la reprise du travail s'est faite sans dialogue social comme chez Amazon, les salariés ont le sentiment de ne pas être correctement protégés.

La déclaration sur la reprise du tra-

vail cosignée avec le Medef était-elle utile ?

La reprise d'activité doit se faire dans le dialogue avec les salariés et avec pour priorité de bonnes conditions sanitaires. C'était important pour nous d'associer le Medef à ce constat pour engager tous les acteurs des entreprises. La reprise est absolument nécessaire malgré l'épidémie : personne ne peut penser que les entreprises peuvent fonctionner encore longtemps sans production, avec ses salariés payés par l'État.

Pourquoi avoir jugé « irresponsable » l'action en justice de la CGT contre la réouverture de l'usine Renault de Sandouville ?

Malgré un dialogue social au plus près de la réalité, la CGT a attaqué



Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, s'opposera à la remise en cause de la durée légale du travail de 35 heures. Photo Anne Bruel Infocom CFDT

sur une question de procédure. La conséquence, c'est un arrêt de l'usine et 700 intérimaires qui se retrouvent chez eux. Le rôle d'une organisation syndicale est de défendre la santé des travailleurs et aussi le maintien de leur emploi. La reprise à Sandouville a reçu l'accord de trois organisations syndicales sur quatre. Qui a brisé l'unité ? Pas moi.

Comment analysez-vous le recours massif au télétravail ?

C'est un appel à repenser l'organisation du travail, sûrement pas à tout transformer en télétravail. Nous

avons chacun besoin de lien social dans le travail. Le télétravail devra de toute façon être encadré. La CFDT fera des propositions dès cette semaine. Par exemple, pour qu'il puisse être envisagé autrement qu'au seul domicile du télétravailleur, pour que des formations spécifiques au télétravail puissent être créées, y compris pour les managers. L'employeur doit aussi pouvoir fournir les outils informatiques adaptés.

Que répondez-vous au Medef, qui plaide pour une augmentation du

temps de travail afin de relancer l'économie ?

On voit bien monter la volonté de remettre en cause la durée légale du travail à 35 heures. Cela va être un combat et la CFDT le mènera. Il peut y avoir, dans les entreprises, des accords pour faire face à la situation. Mais toute mesure globale qui augmenterait la durée du travail serait dangereuse et totalement inappropriée aux enjeux à venir. Le pays est déjà fracturé de multiples tensions et il doit faire face à une crise sans précédent, puisqu'on s'attend à plusieurs centaines de milliers de chômeurs supplémentaires. Faire croire qu'on s'en sortira demain avec de la sueur et des larmes est totalement irresponsable. L'objectif demain est de travailler tous et de travailler mieux. À travers cette crise, les employeurs doivent comprendre qu'il faut inventer de nouvelles organisations du travail. Remettre en cause le temps de travail ne correspond pas au « se réinventer » qu'a exprimé Emmanuel Macron.

Comment jugez-vous le climat social ?

Il y avait déjà beaucoup de défiance avant le confinement. Pour restaurer la confiance, il faut que l'on puisse fixer de nouveau de grands principes communs. Il est essentiel que puisse se tenir la conférence sociale et environnementale que la CFDT a proposée avec les autres acteurs du « Pacte pour le pouvoir de vivre ». Pour réinventer ce qu'on a envie de faire demain, il faut associer chacun, y compris dans les territoires. Il faut sortir des logiques financières pour travailler mieux, vivre mieux et être plus apaisé les uns avec les autres.